

Procès-verbal de la séance du Conseil Communal du 19 février 2009

2EME OBJET COMPLEMENTAIRE

QUESTIONS DEPOSEES PAR MONSIEUR JEAN-CLAUDE VITOUX (CHEF DE GROUPE « cdH »), CONSEILLER COMMUNAL :

Monsieur Jean-Claude VITOUX, Conseiller communal « cdH »., expose le point ci-dessous.

Questions :

Lors de la présentation et des votes des budgets de la Commune, du CPAS et de la Police, les débats ont mis à jour diverses difficultés traversées par des organismes communaux et particulièrement le malaise qui secoue actuellement le personnel du CPAS et du Home Reine Fabiola.

1. Depuis l'examen de ces budgets, pouvez-vous nous indiquer de manière exhaustive les mesures concrètes qui ont été prises au CPAS et au Home pour réinstaurer la confiance du personnel ?
2. Pouvez-vous nous indiquer l'évolution de la dotation communale au CPAS et de la part du budget consacrée au personnel durant les 5 dernières années ?
3. Pouvez-vous nous indiquer la fréquence des réunions du Comité de Concertation de Base (rassemblant des représentants du personnel, des partenaires sociaux et de l'employeur) lors des 5 dernières années et à combien de reprises le malaise du personnel aujourd'hui mis à jour a été évoqué ?
4. Pouvez-vous nous communiquer des chiffres précis concernant l'évolution du nombre de dossiers traités par les différents services du CPAS, de l'évolution des missions dévolues au CPAS et nous indiquer les différentes adaptations en terme de personnel que cela a engendré, et ce sur une période d'au moins 5 ans
5. L'actualité récente a indiqué que le Conseil d'Etat vous donnait partiellement raison sur l'exigence excessive du Selor quant aux examens linguistiques. Pouvez-vous nous indiquer, sur base d'une analyse précise des 5 dernières années, la part des budgets annuels du CPAS consacrés à la formation, et au sein de celle-ci, la part consacrée à des cours intensifs de langue et à l'immersion linguistique du personnel du CPAS (y compris de son home et de tous les services en relation avec du public). Pourriez-vous nous informer du nombre de membres du personnel qui ont pu en bénéficier et de l'évolution du taux de contractuels au sein du CPAS durant la même période ?
6. Pouvez-vous nous informer de l'évolution de l'audit interne dont nous avons voté le budget et le résultat de l'enquête disciplinaire annoncée, et sinon d'un planning précis de leur phasage jusqu'au dépôt de leurs conclusions ? Avez-vous prévu des informations à notre Conseil et à quelle fréquence ?

7. Selon vos affirmations, la haute hiérarchie du CPAS serait en grande partie responsable du malaise actuel. Cette situation n'était-elle pas bien connue de la précédente législature et pourquoi a-t-elle perduré jusqu'aujourd'hui ?

8. Pourriez-vous nous faire part du taux actuel de présence et/ou d'absence du personnel d'encadrement et, le cas échéant, des mesures prises pour le remplacer ?

9. Le CPAS gère un Home pour personnes âgées : toutes les mesures ont-elles été prises pour que les usagers et particulièrement les résidents ne pâtissent pas de cette situation que nous espérons tous provisoire, et pouvez-vous les énumérer ?

Madame Véronique JAMOULLE, Conseillère communale, remercie l'intervenant d'avoir mis à l'ordre du jour des questions relatives au fonctionnement du C.P.A.S.

A plusieurs reprises des interrogations se sont posées, tant lors de la discussion du budget que par la représentante du PS au Centre d'Aide sociale.

Aucune réponse satisfaisante n'est donnée, on fait référence à l'audit voté lors du budget, mais il est constaté que le cahier des charges n'a pas encore été adopté. Comme la majorité a le monopole du bureau de C.P.A.S., instance où se prend toutes les décisions importantes relatives à la gestion, le manque de réponses et surtout l'absence d'avancée par rapport à l'audit, Madame Véronique JAMOULLE, conseillère communale, estime qu'il est temps que l'on réagisse ».

Monsieur Didier GOSUIN, Président, informe l'assemblée que pour une série de questions il n'y aura pas de réponses car elles relèvent du Centre d'Aide Sociale et certaines du huis clos. Regrette, d'autre part, que des informations relevant du huis clos sortent de l'enceinte du C.P.A.S., elles pourraient mettre en danger les procédures actuelles qui ont été décidées au C.P.A.S.

Il répondra à certaines, car il y a une demande légitime du personnel. Il constate qu'il est inexact de dire que durant des années, certains s'en soucient et d'autres pas. Ayant effectué des recherches, il constate que ni au sein du C.P.A.S., du comité de base ou même au Conseil communal ce type de question n'a été posé. Il reconnaît qu'incontestablement, il y a un problème dans la forme de management du C.P.A.S. et que des solutions doivent être prises. Celles et ceux qui ont cette responsabilité doivent les assumer. Il faut évoluer dans le sens « d'un management qui soit transparent, efficace, de dialogue, d'écoute et respectueux.

Il est répondu ensuite à l'évolution budgétaire, et constate qu'en cinq ou six ans, la dotation de la commune vers le C.P.A.S. a augmenté de 33 %, la masse salariale a augmenté de 50 %, de même pour la formation du personnel l'on est passé de 16.620 € à 19.390,46 €.

Informe qu'une série de réunions s'est tenue à l'initiative du personnel et de la présidente. Un comité de base s'est réuni pour traiter et aplanir les problèmes, le disfonctionnement. Les responsables du C.P.A.S. n'ont pas attendus ces questions pour agir. Depuis plusieurs mois, des propositions sont mises au point pour d'arriver à un bon management.

En ce qui concerne l'audit, ayant été voté en décembre, le budget n'ayant pas encore reçu l'approbation des autorités de tutelle, il est dès lors impossible d'exécuter sur le plan de l'extraordinaire, une mesure d'un budget non approuvé. Nous sommes conscient qu'il y a un

délai à respecter pour le dépôt d'un cahier des charges. D'autre part, il n'est pas aussi simple de déposer un cahier spécial des charges pour un audit. Il faut avoir une bonne connaissance de la problématique. Ce travail doit être fait avec ceux et celles qui ont en charge l'obligation professionnelle de mener à bien cela.

Il ne sera pas abordé le taux d'absentéisme, le nombre de dossiers « traités. « Ces domaines relèvent de l'interne du C.P.A.S. Notre rôle de tutelle consiste à donner des moyens au C.P.A.S., veiller à ce que les budgets et comptes soient correctement exécutés et que tout soit fait dans la légalité. Au regard de la loi, le C.P.A.S. à une autonomie : elle doit être respectée et nous n'allons pas déroger à ce principe essentiel. Un processus a été initié suite à la concertation que nous avons eu avec les organisations syndicales, des calendriers ont été établis suite aux propositions faites. Chaque membre du personnel doit prendre en compte le souci qu'ils ont de travailler dans de bonnes conditions ».

Monsieur Jean-Claude VITOUX, conseiller communal, évoque le fait que des interventions ont été à multiples reprises faites par le représentant du c.d.H., mais sont restées sans réponses. Il comprend que l'audit n'est pas prêt, mais faut-il vraiment attendre l'approbation de la tutelle pour le débiter. Il observe qu'à ce jour rien n'est en route mais constate la positivité des réunions tenues. Il estime que les éléments fondamentaux de ce dossier relève d'une grande désorganisation de l'administration centrale et du Hôme Reine Fabiola. Cela engendre du stress et de la souffrance pour le personnel. Par rapport à cela, il faut concrètement savoir : ou l'on va aller, de quelle manière on va pouvoir travailler et quel type de reconnaissance et de respect on va pouvoir avoir de la hiérarchie. Depuis de nombreuses années, nous dénonçons certains faits dont nous n'avons pas obtenu de réponses satisfaisantes. Si l'autorité de tutelle ne peut elle-même nous donner de réponses, l'on peut se demander si ses objectifs sont atteints et si son rôle est bien réalisé. Tout ceci est la conséquence et l'aboutissement d'un dossier qui pourrait depuis des années et dont on n'a pas tenu compte.

Madame Véronique JAMOULLE, conseillère communale, regrette évidemment cette situation et se demande depuis quand la tutelle mes des freins de dépenses budgétaires. Pour elle deux raisons fondamentales se posent pour remettre la machine marche :

- le C.P.A.S. a un rôle social à jouer ;
 - au Home, le personnel est confronté à de grandes détresse, le travail y est dur et si l'ambiance de travail et l'organisation n'est pas correcte, ce travail est rendu encore plus lourd.
-

Monsieur Didier GOSUIN, Président, répond en ce qui concerne le C.P.A.S., il n'y a jamais eu une non prise en compte des problèmes, il y a eu des moyens qui ont été dégagés et ils sont importants : plus de 40 %. Il constate que des problèmes au C.P.A.S. il y en a, mais les efforts qui ont été faits les années précédentes comme : les nouveaux locaux, la nouvelle infrastructure au niveau du Home ne sont apparemment pas suffisants. Il termine, en apportant à la majorité toute sa confiance ainsi qu'à celles et ceux qui font un travail au bureau et qui tendent de mettre le C.P.A.S. en adaptation avec les nouveaux objectifs et les nouvelles manières de management. Le problème provient peut-être que la logique de gestion actuelle ne correspond plus à ce que l'on doit attendre aujourd'hui. Il faut, tous ensemble, trouver des solutions appropriées sans en faire des problèmes personnels ou politiques et mettre à profit le

dialogue qui est en cours en attendant de ceux qui ont une mission à accomplir de l'exercer conformément à leur responsabilité.

Proces-verbaal van de vergadering van de Gemeenteraad van donderdag 19 februari

2DE AANVULLENDE VOORWERP

VRAGEN INGEDIEND DOOR DE HEER JEAN-CLAUDE VITOUX (GROEPSCHIEF « cdH »), GEMEENTERAADSLID:

De heer Jean-Claude VITOUX, gemeenteraadslid « cdH », brengt het onderstaande punt aan.
Vragen:

Bij de voorstelling en de stemming van de begrotingen van de gemeente, het OCMW en de Politie hebben de debatten verschillende moeilijkheden aan het licht gebracht die door de gemeentelijke instellingen ondervonden worden en in het bijzonder het onbehagen dat op dit ogenblik heerst bij het personeel van het OCMW en van het Koningin Fabiola Tehuis .

1. Kunt u mij, sinds het onderzoek van die begroting, volledig uitsluitel geven over de concrete maatregelen die genomen werden in het OCMW en het Koningin Fabiola Tehuis om het vertrouwen van het personeel te herstellen?
2. Kunt u mij zeggen hoe de gemeentelijke dotatie aan het OCMW evolueert, en welk deel van de begroting aangewend werden voor het personeel tijdens de laatste vijf jaar
3. Kunt u mij zeggen hoe vaak het Basisoverlegcomité (waarin vertegenwoordigers van het personeel, de sociale partners en de werkgever zetelen) tijdens de laatste vijf jaar samengekomen is, hoeveel keer het nu aan het licht gekomen onbehagen van het personeel daarin besproken werd?
4. Kunt u ons precieze cijfers geven betreffende de evolutie van het aantal dossiers dat door de verschillende diensten van het OCMW behandeld wordt, de evolutie van de aan het OCMW toevertrouwde opdrachten en ons de verschillende aanpassingen in het personeelsbestand aangeven waartoe dit zaanleiding gegeven heeft, en dit over een periode van minstens vijf jaar.
5. De recente actualiteit heeft aangetoond dat de Raad van State u gedeeltelijk gelijk gaf betreffende de overdreven eisen van Selor aangaande de taalproeven. Kunt u ons op grond van een nauwkeurige analyse over de laatste 5 jaar aangeven welk aandeel van de OCMW-begroting besteed werd aan de opleiding, en daarbinnen, welk deel besteed werd aan intensieve taalleergangen en taalbaden van het OCMW-personeel (met inbegrip van het tehuis en alle diensten die verband houden met het publiek). Kunt u ons inlichten over het aantal personeelsleden die ervan hebben kunnen genieten en de evolutie van het aantal contractuelen binnen het OCMW gedurende dezelfde periode?
6. Kunt u ons inlichten over de stand van zaken betreffende de interne audit, waarvoor wij de begroting gestemd hebben en het resultaat van het aangekondigde tuchtonderzoek of anders een precieze planning van de verschillende fasen ervan tot aan het indienen van hun besluiten? Hebt u inlichtingen aan onze raad voorzien en hoe vaak zult u dit doen?

7. Volgens uw beweringen zou de hogere leiding van het OCMW grotendeels verantwoordelijk zijn voor het huidige onbehagen. Was die toestand niet goed gekend tijdens de vorige legislatuur en waarom is hij tot vandaag blijven bestaan?

8. Kunt u ons de huidige aanwezigheids- en/of aanwezigheidsgraad van het kaderpersoneel en, desgevallend, de maatregelen die genomen werden om het te vervangen?

9. Het OCMW beheert een seniorentehuis: werden alle maatregelen genomen om te vermijden dat de gebruikers en in het bijzonder de bewoners lijden onder deze toestand, waarvan wij allen hopen dat hij voorlopig is, en kunt u ze opsommen?

Mevrouw Véronique JAMOULLE, gemeenteraadslid, bedankt de spreker omdat hij vragen betreffende de werking van het OCMW op de agenda geplaatst heeft.

Er werden herhaaldelijk vragen gesteld, zowel tijdens de bespreking van de begroting als door de vertegenwoordigster van de PS bij het OCMW.

Er werd geen enkel toereikend antwoord gegeven, men verwijst naar de audit die tijdens de begroting gestemd werd, maar wij stellen vast dat het bestek ervan nog niet aangenomen werd. Gezien de meerderheid het monopolie heeft van het Vaste Bureau van het OCMW, de instantie waar alle belangrijke beheersbeslissingen genomen worden, is het gebrek aan antwoorden vooral het gebrek aan vooruitgang betreffende de audit, oordeelt mevrouw Véronique JAMOULLE, gemeenteraadslid, dat het tijd is om te reageren ».

De heer Didier GOSUIN, voorzitter, meldt aan de vergadering dat er voor een reeks vragen geen antwoord zal komen, want zij liggen bij het OCMW en voor bepaalde ervan, bij de besloten vergadering

Hij betreurt anderzijds dat informatie uit de besloten vergadering buiten het OCMW verspreid word. Zij zou de huidige, door het OCMW besloten procedures in gevaar kunnen brengen Hij zal op bepaalde vragen antwoorden, want er bestaat een gewettigde vraag vanwege het personeel. Hij stelt vast dat het onjuist is te zeggen dat sommigen er zich al die jaren om bekommeren en andere niet. Hij heeft een onderzoek uitgevoerd en vastgesteld dat dit soort vraag niet gesteld werd, noch binnen het OCMW, het Basiscomité of zelfs de gemeenteraad. Hij erkent dat er onmiskenbaar een probleem is met de managementvorm van het OCMW en dat er oplossingen moeten gevonden worden. Degenen die deze verantwoordelijkheid hebben moeten ze opnemen. Men evolueren naar een management, dat transparant is, doeltreffende, open voor dialoog, luisteren en met achting voor de mensen.

Vervolgens wordt er geantwoord op de evolutie van de begroting en wordt er vastgesteld dat de dotatie van de gemeente aan het OCMW in vijf tot zes jaar toegenomen is met 33 %, de loonmassa met 50 %, en dat men voor de opleiding van het personeel van 16.620 € tot 19.390,46 € gestegen is.

Hij kondigt aan dat er op initiatief van het personeel en de voorzitster een hele reeks vergaderingen gehouden werden. Een basiscomité is samengekomen om de problemen van de slechte werking te behandelen en bij te leggen. De verantwoordelijken van het OCMW hebben die vragen niet afgewacht om te handelen. Sinds verschillende maanden wordt er gewerkt aan voorstellen om tot goed management te komen.

In verband met de audit, waarvan de begroting in december gestemd werd, is het, omdat het nog niet goedgekeurd werd door de voogdijoverheid, niet mogelijk op het vlak van de buitengewone begroting een maatregel uit een nog niet goedgekeurde begroting uit te voeren . Wij zijn er ons van bewust dat er een termijn moet nageleefd worden voor het indienen van een bestek. Anderzijds is het geen zo eenvoudige zaak een bijzonder bestek voor een audit in te dienen. Er is een goede kennis van het probleem nodig. Dat werk moet gedaan worden met de mensen die de beroepsverplichting hebben om die zaak tot een goed einde te brengen. . Het absentisme en het aantal "behandelde" dossiers zal hier niet besproken worden. Dat zijn interne zaken van het OCMW. Onze rol als voogdij bestaat erin aan het OCMW de middelen te geven, er over te waken dat de begrotingen en rekening behoorlijk uitgevoerd en bijgehouden worden en dat alles volgens de wet verloopt. Het OCMW heeft ten aanzien van de wet een autonomie: die moet geëerbiedigd worden en wij gaan van dat essentiële beginsel niet afwijken. Er werd een proces gestart als gevolg van onze overleg met de vakbonden, en in het licht van de gemaakte voorstellen werden er kalenders opgesteld. Elk personeelslid moet rekening houden met de zorg om onder goede voorwaarden te werken ».

De heer Jean-Claude VITOUX, gemeenteraadslid, zegt dat de vertegenwoordiger van de c.d.H. herhaaldelijk tussengekomen is, maar dat er geen antwoord gekomen is. Hij begrijpt dat de audit nog niet klaar is, maar moet men werkelijk wachten op de goedkeuring door de voogdijoverheid om ermee te beginnen? Hij merkt op dat er nog niets op gang gebracht werd, maar stelt het positieve effect van de gehouden vergaderingen vast. Hij oordeelt dat de fundamentele elementen van dit dossier wijzen op een erge desorganisatie van het centrale bestuur en van het Koningin Fabiola Tehuis. Dit leidt tot stress en leed bij het personeel. In dat opzicht moet men duidelijk weten waar men heen moet, op welke manier men zal kunnen werken en welk soort erkenning en achting men van de hiërarchie zal kunnen krijgen. Sinds talrijke jaren klagen wij bepaalde feiten aan waarvoor wij geen toereikende antwoorden gekregen hebben. Wanneer de voogdijoverheid zelf geen antwoorden kan geven, dan mag men zich afvragen of de doelstellingen behaald worden en of haar rol wel goed ingevuld wordt. Dat is allemaal het gevolg en het resultaat van een dossier dat al jaren aan het verrotten is en waarmee men geen rekening gehouden heeft.

Mevrouw Véronique JAMOULLE, gemeenteraadslid betreurt uiteraard die toestand en vraagt af hoelang de voogdijoverheid al de begrotingsuitgaven afremt. Voor bestaan er twee fundamentele redenen om de machine weer aan het lopen te brengen: het OCMW heeft een sociale rol;

- in het Tehuis krijgt het personeel te maken met immense noden, het werk is er zeer lastig en als de werksfeer en de organisatie ervan niet behoorlijk zijn, wordt dat werk er nog lastiger om.

De heer Didier GOSUIN, Voorzitter, antwoordt dat er altijd rekening behouden werd met de problemen betreffende het OCMW. Er werden middelen vrijgemaakt, en die zijn aanzienlijk; meer dan 40 %. Hij stelt vast dat er inderdaad problemen zijn bij het OCMW, en dat de inspanningen tijdens de voorgaande jaren geleverd werden, zoals: nieuwe lokalen, een nieuwe infrastructuur op het vlak van het Tehuis, blijkbaar niet voldoende zijn. Hij eindigt met zijn volste vertrouwen te betuigen aan de meerderheid en aan degenen die in de kantoren werken en trachten het OCMW aan de nieuwe doelstellingen en de nieuwe managementmethoden aan te passen. Het probleem is misschien afkomstig van het feit dat de huidige bestuurslogica niet

meer beantwoordt aan wat men vandaag mag verwachten. Wij moeten allen samen passende oplossingen vinden, zonder er persoonlijke of politieke problemen van te maken en gebruik maken van de dialoog die zich aan het ontwikkelen is, en verwachten dat degenen die een opdracht te vervullen hebben die volgens hun verantwoordelijkheid zullen uitvoeren.